



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture
*Service de l'Animation des Politiques Publiques
Interministérielles et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement*

ARRÊTÉ N° PREF-SAPPIE-BE-2020-0211
du 29 JUIL. 2020
mettant en demeure la société GRUHIER SAS
sise sur le territoire de la commune de Tonnerre

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L.511-1 et L. 514-5,

VU le Code de justice administrative,

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté n° DCLD-B1-1998-142 du 16 juin 1998 autorisant M. le Directeur de la société GRUHIER SAS à exploiter une unité de fabrication de banquettes de type "clic-clac" sur le territoire de la commune de TONNERRE,

VU le rapport de la visite d'inspection du 25 février 2020 transmis à l'exploitant par courrier en date du 3 avril 2020, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement,

VU le projet d'arrêté transmis le 19 mai 2020 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du Code de l'environnement,

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité,

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine,

Préfecture de l'Yonne
Place de la Préfecture
CS 80199 - 89016 AUXERRE cedex
Tél 03 86 72 79 89 - www.yonne.gouv.fr

CONSIDÉRANT que l'article 36.1 de l'arrêté préfectoral n°DCLD-B1-1998-142 du 16 juin 1998 susvisé dispose : « Un disconnecteur est installé sur le réseau d'alimentation en eau. »,

CONSIDÉRANT que les articles 18, 19 et 20 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé disposent :

«Article 18

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R.512-33 du Code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Article 19

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

Article 20

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.»

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 25 février 2020, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions suivantes :

- article 36.1 de l'arrêté préfectoral du 16 juin 1998 : l'exploitant n'a pas justifié de l'installation d'un disconnecteur sur le réseau d'alimentation en eau ;

- articles 18, 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 : l'exploitant n'a pas justifié de :
 - la mise à jour de l'analyse du risque foudre, en incluant tous les bâtiments du site,
 - la réalisation d'une étude technique pour définir et préciser les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance,
 - l'installation des dispositifs de protection contre la foudre et la mise en place des mesures de prévention, à l'issue de l'étude technique, le cas échéant,

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société GRUHIER SAS de respecter les prescriptions de l'article 36.1 de l'arrêté préfectoral n°DCLD-B1-1998-142 du 16 juin 1998 précité et les articles 18, 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité,

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : Mise en demeure

La société GRUHIER SAS, également dénommée l'exploitant dans le présent arrêté, exploitant une installation de fabrication de banquettes de type "clic-clac" sis 4, Terres de Soulangy sur la commune de Tonnerre, est mise en demeure de respecter, **à compter de la notification du présent arrêté** :

- **dans un délai de 4 mois** : les dispositions prévues à l'article 36.1 de l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-1998-142 du 16 juin 1998 précité en installant un disconnecteur sur le réseau d'alimentation en eau,
- **dans un délai de 6 mois** : les dispositions prévues aux articles 18, 19 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité en :
 - mettant à jour l'analyse du risque foudre en incluant tous les bâtiments du site,
 - réalisant une étude technique pour définir et préciser les mesures de prévention et les dispositifs de protection contre la foudre, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance,
 - installant des dispositifs de protection contre la foudre et en mettant en place des mesures de prévention, à l'issue de l'étude technique, le cas échéant.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il serait fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 : PUBLICITE

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Mme la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié par la voie administrative à la société GRUIER SAS et dont copie sera adressée à :

- Mme la Sous-préfète de l'arrondissement d'Avallon,
- M. le Maire de TONNERRE,
- Mme la Responsable de l'Unité Interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Directeur Départemental des Territoires de l'Yonne,
- M. le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de l'Yonne,
- M. le Colonel, commandant le groupement de Gendarmerie de l'Yonne.

Fait à Auxerre, le 29 JUIL. 2020

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale,


Françoise FUGIER

Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification, le présent arrêté peut faire l'objet de recours administratifs :

- un recours gracieux auprès du Préfet de département ;
- un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement.

Dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision de rejet du recours administratif, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Dijon, 22 rue d'Assas BP 61616 21000 Dijon. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr